

Pau, le 19 avril 2023

ARRETE N°AP-2023-0160

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;  
Vu le Code de la Route et notamment les articles R110-1 et suivants, R.417-10 ;  
Vu le Code Pénal ;  
Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;  
Vu l'arrêté municipal en date du 12 janvier 1989 réglementant la vitesse sur l'avenue Honoré Baradat aux abords du groupe scolaire Nandina Park ;  
Considérant que les dispositions de l'arrêté initial ne permettent pas de l'appliquer ;  
Considérant qu'il convient de prendre un nouvel arrêté ;  
Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, d'instaurer une limitation des véhicules aux abords des passages surélevé sur l'avenue Honoré Baradat ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** - L'arrêté municipal en date du 12 janvier 1989 qui réglementait la vitesse sur l'avenue Honoré Baradat aux abords du groupe scolaire Nandina Park est abrogé.

**ARTICLE 2** - La vitesse des véhicules est limitée à 30km/h aux abords des passages surélevés situés avenue Honoré Baradat le long du groupe scolaire Nandina Park.

**ARTICLE 3** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 4** - Toutes les dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées.

**ARTICLE 5** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plateforme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 6** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le

**0 4 MAI 2023**

  
Clarisse JOHNSON LE LOHER  
Pour le Maire et par délégation  
L'Adjointe au Maire